

Le 22 mars, mobiliséEs contre la casse des services publics

(Communiqué du NPA 65)

Avec le Comité d'action publique 2022 (CAP22), le gouvernement affirme vouloir mener une attaque en règle contre les services publics. Il veut s'en prendre au statut des fonctionnaires, supprimer 120 000 postes et multiplier les privatisations.

La prochaine victime, la SNCF

Le rapport Spinetta propose différentes mesures de casse de l'entreprise. Il y a d'abord la privatisation des deux grands morceaux, SNCF Mobilités et SNCF Réseaux. La privatisation de SNCF Mobilités entraînera une augmentation des prix, dégradera la qualité du service. La privatisation de SNCF Réseaux provoquera des accidents, comme dans tous les pays qui l'ont fait. En Grande Bretagne, le gouvernement a dû renationaliser une partie des rails en raison des scandales provoqués par des accidents trop nombreux. Ces privatisations provoqueront également la disparition des lignes jugées non rentables, en particulier les petites lignes.

Le statut des cheminots est remis en cause, alors qu'il compense la pénibilité du travail, limite la fatigue et donc les risques pour les usagers. Cette remise en cause concerne touTEs les salariéEs : quand on attaque les conditions de travail d'une si grande entreprise, cela tire tout le monde vers le bas.

La fonction publique, une protection pour touTEs les salariéEs

L'attaque contre la fonction publique provoque des réactions. Les fédérations syndicales de fonctionnaires appellent à faire grève et manifester le 22 mars. Cette journée sera également une journée de mobilisation importante à la SNCF.

Dans l'éducation, les jeunes et les enseignantEs se saisiront de cette journée pour lutter contre la mise en place de la sélection à l'entrée des universités et contre la casse du bac.

Mais, en réalité, touTEs les salariéEs ont intérêt à la réussite de cette mobilisation. En effet, ce sont nos services publics qui sont en danger, avec ce qu'ils procurent comme aide pour les classes populaires. Mais ce sont aussi les règles générales d'organisation du travail dans le pays qui sont attaquées, comme elles l'ont été avec les deux « lois travail ».

En finir avec Macron et sa politique

Le 22 février, les salariéEs d'Air France seront en grève, le 15 mars ce sont les EHPAD. Autant de points d'appui pour discuter d'en finir avec un

gouvernement qui mène une politique antisociale, qui a pour objectif de casser nos droits collectifs. Pour y parvenir, nous avons besoin de grandes journées de mobilisations, comme le 22 mars, appelées par tous les syndicats. Mais cela n'est pas suffisant. Ce qu'il faut, c'est d'un plan de bataille, le plus unitaire possible, pour un mouvement d'ensemble, un affrontement généralisé avec le gouvernement et le patronat.

C'est la condition pour en finir avec la politique de Macron mais également pour imposer un programme de rupture anticapitaliste dont les principales mesures pourraient être :

Réduction du temps de travail hebdomadaire à 28h pour en finir avec le chômage et la précarité. 1 million d'embauches dans les services publics !

Augmentation générale des salaires, pas un salaire en dessous de 2000 euros nets. Indexation des salaires sur les prix

Socialisation du secteur bancaire pour contrôler l'investissement et le crédit afin de satisfaire les besoins sociaux et écologiques et non pas les intérêts privés.

Le NPA65, TARBES, le 20 février 2018.